

Ve Sommet des Amériques : entre crise et soumission

Nous publions ici un article d'Eduardo Molina paru le 23 avril 2009 dans La Verdad Obrera, journal du PTS, section argentine de la FTQI.

Du 17 au 19 avril, trente-trois chefs d'État américains, à l'exception de Cuba, se sont réunis à Puerto España (capitale de Trinité et Tobago) pour recevoir le président Obama dans l'attente que cette réunion ouvre une « *nouvelle étape dans les relations entre les USA et l'Amérique Latine* ». Bien que dans ces rencontres diplomatiques on n'ait pas l'habitude de prendre les décisions déterminantes, elles nous permettent d'analyser les tendances au niveau des relations interétatiques, dans ce cas les relations entre la principale puissance impérialiste et les semi-colonies latino-américaines. Par ailleurs, le fait qu'Obama y soit allé pour présenter les grandes lignes de sa politique pour la région et que le thème de Cuba ait pris une grande importance avant et pendant le Sommet, lui ont conféré une ampleur plus significative.

Cependant, malgré les félicitations réciproques entre tous les participants, les résultats du Sommet n'annoncent rien de bon pour les travailleurs et les peuples de la région. D'une part, le climat de « cordialité et d'optimisme » du Sommet ne peut pas cacher que celui-ci se réalise dans un contexte international cauchemardesque, marqué par l'extension et l'aggravation d'une crise mondiale historique. Et d'autre part, nous sommes dans un contexte de déclin de l'hégémonie impérialiste des USA, aggravé par la crise économique qui renforce les contradictions interétatiques et qui rend plus difficile la gestion des affaires mondiales par Washington.

Ces deux éléments ont un grand impact déstabilisateur en Amérique Latine, où la récession économique a déjà commencé (bien qu'avec du retard et pour le moment moins violemment que dans les centres capitalistes), et où l'affaiblissement économique et politique des USA crée de l'incertitude et des « turbulences » additionnelles, à cause du haut degré de dépendance latino-américaine à l'égard du dollar, du marché et des capitaux américains.

Tout cela explique la hâte des différents gouvernements pour entendre ce qu'Obama avait à dire sur le plan politique et économique, pour lui faire part de demandes et d'inquiétudes et pour détendre les relations.

Le « bon voisin » Obama et l'agenda impérialiste pour l'Amérique Latine

« *Je suis là pour ouvrir un nouveau chapitre* », a dit Obama lors de la session

d'ouverture (1). Suivant la ligne de sa politique consistant à « donner un nouveau visage » à l'impérialisme nord-américain, Obama s'est présenté comme « un partenaire comme les autres (*an equal partner*) » : « *Nous montrons qu'il n'y a pas de grand ni de petit partenaire en Amérique, nous ne sommes que des collègues engagés pour avancer dans un agenda commun avec des défis communs.* » Ce tournant vers une politique de « bon voisinage » contraste avec l'« unilatéralisme » d'imposition de l'ère Bush. Celui-ci a conduit à une série d'échecs économiques (ALCA), politiques (chute de ses plus fidèles agents régionaux ou refus latino-américain de participer à la guerre en Irak) et diplomatiques (mauvaise passe du IVe Sommet de Mar del Plata en Argentine). Tous ces événements ont témoigné de changements dans le cadre général des forces régionales, auxquels les USA doivent faire face après une décennie d'importants processus de masses, de crises politiques aiguës et de développement de phénomènes politiques nationalistes comme le chavisme.

Obama cherche à compenser la perte d'autorité nord-américaine au Sud du Rio Grande, améliorer l'image des USA, rétablir les relations avec les gouvernements de la zone et détendre les situations les plus conflictuelles, comme celles avec Cuba, le Venezuela et la Bolivie, pour réussir à recomposer la capacité nord-américaine à exercer son hégémonie sur la région dans son ensemble.

Cela représente un problème stratégique pour Washington (quoique l'Amérique latine ait une importance secondaire dans les priorités de sa politique étrangère). Les USA ont besoin de récupérer le contrôle sur la région de la périphérie, qu'historiquement ils ont considéré comme leur « arrière cour », pour faire face dans les meilleures conditions aux défis lancés à leur hégémonie globale (par exemple, la rivalité avec les principales puissances impérialistes européennes et le Japon, mais aussi avec la Chine et la Russie qui ont augmenté leur présence économique et leurs liens politiques en Amérique latine dans la période récente).

Il s'agit de défendre le même « intérêt national » nord-américain de base par tous les moyens. La « lutte contre le narcotrafic », la « sécurité de l'hémisphère », la « sécurité énergétique », l'essor des biocombustibles et d'autres thèmes persisteront dans le programme des USA sous Obama pour l'Amérique latine.

Le maintien de hauts fonctionnaires de Bush comme Thomas Shannon à la tête des affaires pour l'hémisphère ou la désignation du Général (R) James Jones, ami personnel du républicain John McCain, comme Secrétaire National à la Sécurité, tous deux présents au Sommet, illustrent le degré de continuité.

Ce qui est nouveau dans l'orientation d'Obama est donc la rupture avec l'échec de l'« unilatéralisme » et le changement de ton et de style de la diplomatie, maintenant plus dialoguiste (ce qui ne veut pas dire que les USA acceptent de rediscuter les décisions et les politiques fondamentales), s'appuyant sur des « partenaires privilégiés » au niveau régional et sur des mécanismes multilatéraux pour avoir un consensus.

Cuba et la réorientation de Washington

« La politique que nous avons eue pendant 50 ans n'a pas marché de la manière que nous nous attendions. Le peuple cubain n'est pas libre » (2), a déclaré Obama en réponse à la disposition des présidents latino-américains à mettre fin à l'embargo. La polémique autour de la question de la réincorporation de Cuba avait précédé le Sommet et en a été une des questions clés.

Obama a aussi déclaré : « Je crois que nous pouvons faire bouger les relations entre les USA et Cuba dans une nouvelle direction. » Avant même le Sommet, sa Secrétaire d'État, Hillary Clinton, avait fait l'éloge de « l'ouverture au dialogue de Raul Castro », qui avait déclaré être prêt à « discuter sur tous les sujets avec les USA : Droits de l'Homme, liberté de presse, prisonniers politiques ». Miguel Insulza, Secrétaire Général de l'OEA, avait anticipé qu'il proposerait d'abolir les sanctions de 1962 contre Cuba (3). Lula a déjà défendu l'intégration de Cuba au Groupe de Rio et à d'autres scénarios.

En ce sens, un article publié dans *Clarín* [quotidien argentin, NdT] disait : « La normalisation de la situation cubaine (...) est le symbole, dans la région, des changements au niveau international et le premier pas d'une nouvelle géopolitique pour l'hémisphère (...). Pour la première fois depuis un demi-siècle, Washington recule sur une discipline historiquement anticastriste et s'apprête à mettre (ajouter) Cuba sur le même plan que celui où il maintient ses relations avec d'autres expériences communistes comme celle de la Chine ou celle du Viêt-Nam. » (4)

Obama fait un geste comme celui de redonner l'autorisation aux familles cubaines de voyager et d'envoyer de l'argent vers l'île, mais n'a rien changé à l'embargo criminel, en demandant des conditions comme la « libération des prisonniers politiques » et des « signes d'ouverture ». La nouvelle administration démocrate est en train d'abandonner la politique consistant à imposer la chute directe du régime castriste, comme le faisaient les républicains, et de se tourner vers une voie plus graduelle considérée comme la seule réaliste pour réussir la destruction des conquêtes de la révolution et amener jusqu'au bout la restauration capitaliste dans le pays et transformation en semi-colonie.

En fait, le Sommet montre que l'on est en train de tâter le terrain pour essayer d'effectuer des changements et qu'il est possible que s'ouvre un processus de négociations.

Rediscuter le « système interaméricain »

Le débat sur Cuba est lié à un problème plus général : celui de la recomposition des relations de subordination semi-coloniale à l'impérialisme. En fait, depuis des années persiste une crise de l'ordre semi-colonial de la région, approfondie par les échecs de

Bush. Les USA ne peuvent plus imposer leurs décisions sans effort comme autrefois. Tous cherchent une nouvelle relation qui, sans que cela implique un alignement automatique derrière les USA, permette de gérer les crises et les problèmes régionaux et de maintenir la « gouvernabilité » face aux vents de contestation qui se font déjà sentir sur le continent.

Un analyste attire l'attention sur le fait que « *le plus important et le moins discuté lors du Sommet, ce sont les profondes divergences qui aujourd'hui divisent les gouvernements latino-américains* » (5). En effet, la dispersion oscille entre les positions les plus alignées derrière les USA et les politiques néolibérales (le Mexique, la Colombie ou le Chili), et le pôle de type nationaliste (le Venezuela ou la Bolivie), en plus de frictions et conflits bilatéraux à différents niveaux (6).

La récession commence à déstabiliser toutes les relations sociales et politiques et augmente la possibilité de nouvelles crises politiques – comme le montre le Mexique. Tous cherchent à préserver la « stabilité régionale » à travers l'actualisation et la légitimation de mécanismes de gestion, de contention ou encore d'intervention internationale.

Obama désigne comme partenaire privilégié le Brésil dans la difficile entreprise de recomposer l'ordre régional (surtout à cause de son importance économique et de son poids régional).

Il désigne aussi comme alliés préférentiels le Mexique (à cause de leur contiguïté géographique et de leur partenariat dans le NAFTA) et la Colombie (pays stratégiquement important et solide allié de Washington) ; l'Argentine serait ainsi reléguée.

Obama et Lula ont préparé ensemble le Sommet et le rôle de la diplomatie d'Itamaratí [Ministère des Affaires Etrangères brésilien, NdT] a été déterminant au sujet de Cuba. En outre, le Brésil a géré l'approchement entre Obama et Chavez (7) ; et en plus il a intercédé en faveur de l'Argentine.

De cette façon, durant le Sommet le Brésil a obtenu de la part des États-Unis une plus grande reconnaissance de son rôle d'« interlocuteur privilégié » et de « leader régional », en s'appuyant sur une stratégie active pour réunir l'Amérique du Sud autour de ses initiatives économiques, politiques et de sécurité. Celle-ci est une tâche difficile étant donné les problèmes propres au Brésil et les frictions que cette projection crée avec ses voisins comme le Venezuela, l'Argentine ou l'Équateur.

La détente des relations avec le Venezuela et la Bolivie

« *Nous préparons l'artillerie que nous allons amener au Sommet* », avait dit Chavez

dans la rencontre de l'ALBA, rejetant d'avance la déclaration de Puerto España car elle ne parlait pas de la crise économique globale et excluait Cuba. Cependant, il est arrivé au Sommet avec un très cordial salut à Obama en lui offrant le livre d'E. Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (comme si sa lecture allait changer le président à la tête de l'administration impérialiste) ; il a gardé la plus grande modération dans toutes les réunions et a fini par nommer un nouvel ambassadeur à Washington.

Le geste a été bien reçu par Obama qui, en outre, face à une demande d'Evo Morales, a déclaré : « *Je veux être clair : je m'oppose absolument et condamne tout essai de renverser violemment un gouvernement élu démocratiquement, où que cela se passe dans l'hémisphère. Cela n'est pas la politique de notre gouvernement (...).* » (8)

De cette façon, le climat dialoguiste a atteint aussi le Venezuela et la Bolivie, deux pays où la tension avait conduit à la suspension des relations diplomatiques avec Washington.

Chavez présente cela comme un « triomphe de la révolution », mais la vérité est que la recherche d'un rapprochement avec les USA témoigne de son cours de plus en plus « modéré » et mine le terrain sur lequel se base sa position de leader d'une « alternative bolivarienne ». En effet, en absence de vrais actes anti-impérialistes et en baissant les niveaux de sa rhétorique anti-nord-américaine, il peut commencer à s'affaiblir aux yeux des Latino-américains, en même temps que le renforcement du Brésil porte atteinte à ses aspirations « géopolitiques » dans la région.

En effet, l'ampleur de la crise oblige tout le monde à reconsidérer ses relations avec les USA, y compris les pays dépendants, comme le Venezuela et la Bolivie. Cette dynamique tend à mettre à nu l'inconsistance d'un « bolivariisme » qui ne rompt ni avec l'impérialisme, ni avec les classes dominantes locales.

La crise économique et les demandes latino-américaines

Il n'a pas eu tort Obama quand il a dit que « *même les plus fervents critiques des USA désirent être sûrs que l'économie nord-américaine soit en marche et en croissance à nouveau. En ce sens, les gens soutiennent le succès des USA* » (9). Tous attendaient un signe qui indique une sortie de crise pour les USA pour qu'ils puissent ainsi aider les pays de la région qui commencent à entrer en récession.

D'après des données de la CEPAL, le PIB régional chuterait de 0,6% cette année. Le Brésil perdrait 1% et le Mexique 2% de leur PIB. L'Argentine est en train d'entrer en récession. Les taux d'exportation, d'activité industrielle, etc., chutent dans un pays après l'autre. L'investissement de capitaux étrangers dans la région tomberait de 80% par rapport à 2008 et il y a dans certains pays de la zone des signes de fuite de

capitaux. Les mesures protectionnistes, les fortes dévaluations, les tentatives de réduire la dépendance vis-à-vis du dollar à travers les « *swaps* » (Brésil-Argentine, Argentine-Chine, etc.) et les « paquets de stimulation » (qui atteignent 2% du PIB au Chili, au Mexique et au Brésil, 1% en Bolivie, au Venezuela et en Argentine) se révèlent impuissants pour éviter l'aggravation de la crise (10).

Dans ce cadre, le président du Mexique, Felipe Calderón, a sollicité un « Plan Marshall » pour l'Amérique Latine de 100 milliards de dollars. D'autres attendaient que l'on inclue la région dans les plans de « sauvetage » discutés lors du G-20. Lula veut des garanties que les USA ne tomberont pas dans le « protectionnisme ». Uribe [président de la Colombie, NdT] et Alan Gracia [président du Pérou, NdT] attendaient la ratification des TLC [Traité de Libre Commerce] par le Congrès nord-américain et Tabaré Vasquez [président de l'Uruguay, NdT] attendait la ratification d'accords commerciaux préférentiels.

Obama ne s'est engagé à rien. Au-delà de phrases optimistes, il n'a annoncé qu'un fonds de 100 millions de dollars pour les micro-entreprises. « *Un peu moins qu'une aumône dont le montant n'arrive même pas à être équivalent au fonds d'aide aux PME créé par les quatre partenaires du MERCOSUR.* » (11)

Toutefois, ce qui est clair, et que tous ont accepté, est le retour du FMI et d'autres institutions multilatérales (comme la BID [Banque Interaméricaine de Développement, NdT]), dont la tâche est de discipliner les politiques économiques des gouvernements semi-coloniaux selon les intérêts du capital financier international. Le fait que le Brésil obtienne quelques voix de plus dans le Fonds pour avoir apporté 4,5 milliards de dollars n'altère pas ce rôle. En échange du fait que l'impérialisme leur « tende une main » face aux « goulets » financiers qui s'approchent dans plusieurs pays, les gouvernements se préparent à accepter des conditions antinationales.

Après le Sommet

Manuel Zelaya, président du Honduras, a dit que l'« *Amérique latine est sortie [du Sommet] dignement et les USA aussi* », c'est-à-dire que les gouvernements latino-américains ont pu se montrer sans s'agenouiller devant les USA, mais en même temps ont épargné à Obama un fiasco politique et lui ont permis de rentrer à Washington applaudi et honoré. Néanmoins, le désaccord sur des sujets fondamentaux s'est maintenu ; ce qui a conduit à la non-signature de la déclaration « *pour ne pas gêner le bon climat du Sommet et les avancées par rapport à Cuba (...). Pour Obama, (...) simplement, personne n'a voulu porter la responsabilité d'avoir gâché la fête avec de lourds débats sur les divergences.* » (12)

Bien que Chavez lui ait donné du crédit parmi les masses latino-américaines en affirmant : « *Obama l'a dit, l'a promis, il faut lui faire confiance, il faut jouer avec la bonne foi mise en avant* », la vérité est que le gouvernant démocrate a montré qu'il a

bien peu à offrir à l'Amérique latine et que, par contre, il a beaucoup d'exigences sur le terrain économique et politique.

Cependant, Chavez, Evo et d'autres n'ont pas jugé nécessaire de dénoncer le Plan Colombia, l'étouffante dette extérieure, l'occupation d'Haïti en faveur de l'impérialisme et tant d'autres thèmes qui montrent que la soumission latino-américaine aux intérêts fondamentaux des USA et de l'impérialisme n'a pas été mise en question. Il y a quelques mois, un analyste écrivait : « *Le reste du monde s'est montré à plusieurs reprises mécontent de la politique de George W. Bush (...). Obama sera probablement plus diplomatique que son prédécesseur, mais peut-être plus exigeant aussi* » (13). Cet avertissement aux puissances semble encore plus valable pour la semi-coloniale Amérique latine.

Face à une crise de dimensions historiques comme celle qui est en cours, il est plus que difficile que les USA renoncent à défendre les intérêts vitaux de leurs transnationales dans la région et qu'ils acceptent sans problèmes de perdre tout contrôle économique, politique et militaire sur l'Amérique latine. Au contraire, il faut s'attendre à ce qu'avec le temps ils cherchent à exercer la plus forte pression et l'agressivité au moment d'imposer le partage des coûts de la crise aux peuples de la région.

Impérialisme, hors d'Amérique latine !

Alors, rien de bon ne peut venir de cette si célébrée « nouvelle ère de relations entre les USA et l'Amérique latine » pour les travailleurs et les peuples de la région, qui affrontent la perspective d'un tournant dans la crise, dans les attaques des capitalistes et dans le saccage impérialiste.

À la politique d'entente avec Washington des progressistes et des nationalistes il faut opposer le programme de la rupture avec l'impérialisme, en cherchant l'unité dans la lutte des travailleurs et des paysans de toute l'Amérique latine sous le mot d'ordre : « Que les capitalistes, les latifundistes et l'impérialisme paient la crise ! » Cela met sur la table, dans le cadre de la crise « globale », les tâches de la libération sociale et nationale. Dans cette lutte, le prolétariat et les minorités opprimées des USA seront un allié fondamental. En effet, le grand contingent de travailleurs immigrés latinos constitue un « pont naturel » pour chercher l'alliance du prolétariat continental.

Ce ne sont pas les bourgeoisies nationales, ni les forces nationalistes et réformistes liées à celles-ci, qui pourront le faire. Il faut que la classe ouvrière prenne dans en mains la lutte continentale contre l'impérialisme.

La seule manière de réaliser la nécessaire unité économique et politique de la région est de construire par la voie révolutionnaire une Fédération de Républiques Socialistes d'Amérique latine.

- 1) BBC World, 18/4/09.
- 2) *Washington Post*, 20/4/09.
- 3) *O Estado de Sao Paulo*, 18/4/09.
- 4) Marcelo Cantelmi. « Estado Unidos y América Latina : un giro de gran proporción ». *Clarín*, 17/4/09.
- 5) Moisés Naim, « La cumbre del calipso ». *El País*, 19/4/09.
- 6) Par exemple, entre la Colombie et l'Équateur et le Venezuela ; entre le Pérou et la Bolivie, etc.
- 7) Lula aurait dit à Chavez : « *Je crois qu'il est temps que tu prennes l'initiative et que tu discutes avec Obama. Si ta divergence était avec l'ancien président et non pas avec les USA, c'est le moment.* »
- 8) *La Jornada*, Mexico, 20/4/09.
- 9) *Washington Post*, 19/4/09.
- 10) CEPAL, divers documents récents sur www.eclac.org.
- 11) Eleonora Grossman, dans *Clarín*, 20/4/09.
- 12) *Idem*.
- 13) Richard N. Haas, président du Conseil de Relations Etrangères. Article publié dans l'hebdomadaire *Confidencial de Nicaragua*.

Eduardo Molina, le 23 avril 2009